

MIDDLEBROOK, Kevin J., (dir.). *Conservative Parties, the Right, and Democracy in Latin America*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2000, 391 p.

Hugo Loiseau

Volume 32, numéro 4, 2001

Le projet des Amériques sept années plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704368ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704368ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Loiseau, H. (2001). Compte rendu de [MIDDLEBROOK, Kevin J., (dir.). *Conservative Parties, the Right, and Democracy in Latin America*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2000, 391 p.] *Études internationales*, 32(4), 839-841. <https://doi.org/10.7202/704368ar>

Cela peut être attribuable à l'absence de revue de la littérature fouillée et le fait que l'auteure se situe mal par rapport aux deux courants de littérature auxquels elle souscrit et utilise tout au long du livre.

Par ailleurs, il aurait été intéressant d'avoir un suivi à moyen terme des nouvelles institutions créées en Bolivie, en Argentine et au Venezuela. L'intérêt est de savoir si, après quelques années, les nouvelles institutions fonctionnent toujours comme au jour de leur création ou bien si, comme au Venezuela, les chefs politiques qui succédèrent aux réformes firent table rase de ces institutions pour en créer eux-mêmes de nouvelles par différents moyens telles la rédaction et l'adoption d'une nouvelle constitution. Enfin, le choix des études de cas et la justification de ces choix auraient eu avantage à être plus étoffé. À mon avis, un paragraphe seul n'est pas assez pour rejeter l'utilité d'étudier des réformes audacieuses qui ont échoué ailleurs en Amérique latine et de les comparer avec des situations de réussite.

Hugo LOISEAU

*Professionnel de recherche – GÉRI
Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval, Québec*

**Conservative Parties, the Right,
and Democracy in Latin America.**

MIDDLEBROOK, Kevin J. (dir.). Baltimore,
The Johns Hopkins University Press,
2000, 391 p.

L'étude de la gouverne démocratique est un objet de recherche fascinant et inépuisable. Chaque pays, chaque province, chaque région du monde possède ses particularités qui

font de la démocratie un objet à la fois unique et universel. L'Amérique latine et les pays qui composent cette région n'échappent pas à cette règle semble-t-il. Comparativement, chaque pays latino-américain possède ses propres règles démocratiques, ses propres habitudes électorales, sa propre représentation des intérêts publics dans l'arène politique. Pourtant, malgré ces différences, il est toujours possible de dégager une tendance, sous quelque aspect que ce soit, pour l'ensemble de la région. C'est à cette tâche que s'est attelée une équipe d'auteurs, sous la direction de Kevin J. Middlebrook, sur le rôle particulier des partis de droite en période de transition/consolidation démocratique en Amérique latine. Les auteurs de ce livre examinent ainsi la relation entre la droite et la démocratie en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au El Salvador, au Pérou et au Venezuela au cours des décennies 1980 et 1990. Pour ce faire, ils partent de deux faits. D'une part, en Amérique latine, les alliances entre les classes et les groupes sociaux supérieurs et les forces armées ont été historiquement une des causes importantes d'intervention militaire en politique. D'autre part, depuis les années 1920, les pays ayant un ou des partis politiques nationaux de droite électoralement viables ont vécu des périodes de stabilité démocratique significativement plus longues que les pays ayant des partis de droite plus faibles.

Or, la littérature sur la transition/consolidation démocratique a bien fait ressortir que l'intégration des forces de droite dans les institutions démocratiques au moyen des partis politiques constitue une étape cruciale

pour la réussite de ce processus transitoire. Ainsi, la question centrale du livre *Conservative Parties, the Right, and Democracy in Latin America* est de savoir sous quelles conditions les institutions politiques sont capables de promouvoir et de concilier les intérêts des élites avec le processus démocratique. Jusqu'à aujourd'hui cet aspect de la transition vers la démocratie avait été relativement peu exploré en Amérique latine. Plus spécifiquement, les auteurs posent quatre questions essentielles à l'analyse comparative de pays très différents. Premièrement, pourquoi y a-t-il une telle différence entre les partis de droite de la région en termes de force organisationnelle et de performance électorale? Deuxièmement, quelle est l'importance de la force ou de la faiblesse historique des partis de droite face à leurs succès électoraux des décennies 1980 et 1990? Troisièmement, quelle est l'importance relative des arrangements pour la représentation institutionnelle des intérêts des élites dans les démocraties latino-américaines contemporaines? Quatrièmement, comment les circonstances intérieures et internationales changeantes peuvent-elles influencer le rôle des partis de droite en Amérique latine?

Le chapitre introductif est complet avec une revue de la littérature qui offre un bon aperçu analytique des sept autres chapitres sur les études de cas. Dans ce chapitre, l'auteur principal pose bien, les uns après les autres, les éléments importants communs aux sept études de cas et propose une définition de ce qu'est un parti de droite avec toutes les nuances nécessaires. Il est à remarquer, et peut-être à déplorer, que

l'auteur principal ne propose pas de modèle d'analyse ou d'hypothèses générales pour encadrer, ou à tout le moins orienter, les conclusions des autres auteurs dans un sens commun. La qualité du livre en souffre.

Par ailleurs, une des forces du livre est de faire appel à des spécialistes de toutes origines (principalement latino-américaines et américaines) pour l'analyse de chacune des études de cas. Les nombreuses études de cas couvrent l'ensemble des sous-régions de l'Amérique latine (à part les Caraïbes) ce qui permet d'avoir une image assez complète de la région. Toutefois, il eut été intéressant d'avoir un chapitre dédié à la vérification du lien entre la situation des forces de droite au Mexique et la stabilité démocratique de ce pays depuis 1927. Cette analyse aurait donné des résultats susceptibles d'alimenter intellectuellement la conclusion de ce livre.

À ce sujet, la conclusion est décevante en ce qui a trait à l'analyse comme telle. Dans le dernier chapitre, Middlebrook relance le débat et aborde un autre aspect du rôle de la droite dans les démocraties latino-américaines mais ne conclut en rien sur l'ensemble des sept études de cas contenus dans le livre. En fait, les conclusions constituent plus des observations et des constatations sur les différences et les ressemblances des forces de droite dans les sept pays étudiés.

Malgré les petites lacunes soulevées plus haut, il est indéniable que ce livre constitue une importante contribution à la littérature sur la transition/consolidation démocratique en Amérique latine. En bref, c'est un livre à lire pour ceux qu'intéresse la

question de la transition démocratique et du rôle des partis de droite dans ce processus.

Hugo LOISEAU

*Professionnel de recherche – GÉRI
Institut québécois des hautes études
internationales, Université Laval, Québec*

CANADA

Blood on the Hills. The Canadian Army in the Korean War.

BERCUSON, David J. Toronto, University of Toronto Press, 1999, 269 p.

La réponse du gouvernement canadien à l'invasion de la péninsule sud-coréenne en juin 1950 fut à la fois confuse et hésitante. En effet, l'atlantisme des décideurs canadiens – essentiellement préoccupés par la situation stratégique européenne – fit en sorte qu'ils prirent un certain temps avant de comprendre les intérêts stratégiques et politiques en jeu en Corée. L'analyse faite à Ottawa signifiait que le combat contre le communisme se déroulerait en Europe et c'est l'insistance du gouvernement américain et du Secrétaire général de l'ONU, Trygve Lie, qui poussa le gouvernement canadien à envoyer des troupes en Corée du Sud.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la diminution de personnel associée à la réduction du budget alloué aux forces terrestres fit en sorte que le gouvernement canadien eut de grandes difficultés à rassembler et à envoyer rapidement les troupes demandées par les États-Unis et l'ONU. L'état-major canadien n'avait tout simplement pas les ressources nécessaires pour défendre à la fois le territoire canadien et pour

répondre aux engagements contractés avec l'OTAN en Europe, tout en envoyant des troupes en Asie. Jusqu'alors, le commandement canadien considérait que sa prochaine intervention armée serait en Europe contre les forces du Pacte de Varsovie, situation analogue à la Seconde Guerre mondiale et qui devait laisser au pays le temps nécessaire pour réarmer et réorganiser ses forces militaires.

Qui plus est, l'absence de menace sérieuse dirigée contre le territoire canadien ne justifiait pas le maintien de forces militaires importantes au pays. La pénurie d'hommes était telle qu'en l'absence d'officiers expérimentés, l'état-major dut rappeler certains vétérans de la Seconde Guerre mondiale pour participer à l'encadrement des troupes devant être envoyées en Asie. Refusant de recourir à la conscription, le gouvernement dut faire appel à des volontaires destinés à former un corps d'armée spécial, le *Canadian Special Forces*.

Intégrés au sein de la division du Commonwealth et placés sous commandement américain, les soldats canadiens subirent un violent choc lors des premiers combats. Ayant procédé à une sélection rapide des volontaires, l'armée canadienne se retrouva avec de nombreux soldats incapables de supporter les rigueurs du climat et des opérations en Corée – c'est-à-dire, d'incessantes patrouilles, hors des chemins balisés et suivant la crête de collines peu élevées mais abruptes. Parallèlement, les soldats canadiens réalisèrent, lors des premiers contacts avec l'ennemi, que leur équipement était mal adapté aux tactiques de choc employées par les forces nord-coréennes et chinoises.